

ULTIMATUM CLIMATIQUE :

On ne négocie pas avec le climat, on agit !

Monsieur le Président,

Au mois de décembre de cette année se tiendra à Copenhague le Sommet de l'ONU sur le climat. Confrontés au péril climatique, les dirigeants du monde entier devront parvenir à surmonter leurs divergences d'intérêts de court terme pour se rassembler autour d'un projet politique mondial fondé sur un constat scientifique objectif et ainsi donner une suite au protocole de Kyoto qui soit à la hauteur des enjeux que nous allons devoir tous ensemble affronter dans les décennies à venir. Le résultat de cette conférence dessinera l'avenir climatique de l'humanité. Or comme le rappelait il y a un an le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon, « nous sommes au bord d'une catastrophe si nous n'agissons pas ».

► Pour lire la suite de l'Ultimatum Climatique et signer cet appel : <http://www.copenhague-2009.com/>

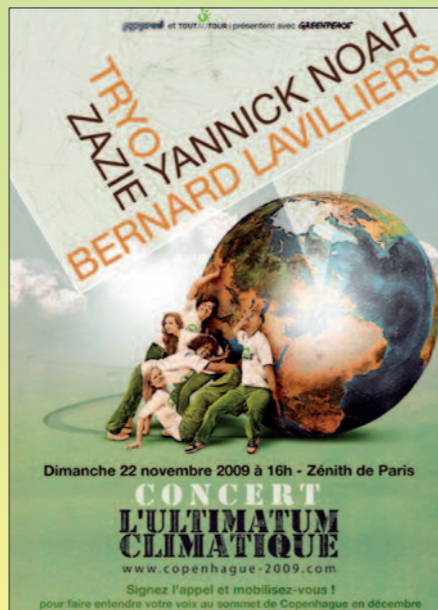
COPENHAGUE-2009
L'ULTIMATUM CLIMATIQUE .com

**AGENDAGIR...
pour poursuivre l'action !**

5 NOVEMBRE de 9h30 à 17h30
Colloque « Climat et transport : Du global au local »
à l'invitation d'Agir pour l'Environnement, du Réseau Action Climat et de la Fnaut
Lieu : Assemblée nationale
126, rue de l'Université - 75007 Paris
en présence de Yves Cochet, Yannick Jadot, Benjamin Dessus, président de GlobalChance, Marie-Jeanne Husset, directrice de 60 millions de consommateurs, Hervé Kempf...
Inscription obligatoire : colloque@agirpourenvironnement.org

18 NOVEMBRE à partir de 19h
Colloque « Agriculture et climat »
à l'invitation du Cercle René Dumont
Lieu : Amphithéâtre Tisserand à L'AgroParis-Tech
16, rue Claude Bernard - 75005 Paris
(métro Censier Daubenton) en présence de Aurélie Trouvé, agronome et vice présidente d'ATTAC, Pierre Rabhi et le réseau agriculture durable. Entrée libre.

22 NOVEMBRE à 16h
Concert « L'Ultimatum Climatique » au Zénith de Paris - Plus d'infos sur : <http://www.ultimatum-climatique-le-concert.com/>



Comment agir et participer à cette campagne ?

→ J'envoie les cartes pétitions au Chef de l'Etat et au Ministre de l'Ecologie avant le 31 décembre 2009

→ Afin d'évaluer l'impact de cette campagne, j'envoie la troisième carte à : Agir pour l'Environnement
2, rue du Nord - 75018 PARIS

→ Pour augmenter l'impact de cette campagne, je commande et diffuse les 4 pages et cartes pétitions de la campagne « Climat : Copenhague... un sommet d'incohérence ? »

du 7 AU 18 DÉCEMBRE
► Sommet de Copenhague sur le climat

12 DÉCEMBRE
Journée internationale de mobilisation "Don't nuke the climate"
<http://www.dont-nuke-the-climate.org/>

► **Changement climatique : Ça chauffe pour les pays du Sud !**
<http://www.oxfamfrance.org/changementclimatique/>

► **Urgence climatique et Urgence sociale**
<http://www.justice-climatique.org>

► **La carte des projets climaticides**
<http://www.agirpourenvironnement.org/campagnes/c31carte.htm>



réAGIR

CAMPAGNE N° 31 > AUTOMNE 2009

COPENHAGUE... un sommet d'incohérence ?

POURQUOI CETTE CAMPAGNE ?

Les partenaires de la campagne

GREENPEACE



ACIPA



Le sommet de Copenhague sur le climat va être, dans les semaines et mois à venir, le théâtre de surenchères verbales qui masqueront mal certains projets locaux d'envergure nationale moins présentables... Les décideurs politiques aiment plus que tout les tribunes internationales qui leur permettent aisément de revêtir les habits vert-pâle d'une écologie hors-sol, sans que le lyrisme et la grandiloquence des discours se traduisent dans les faits.

La France n'échappe pas à cette mauvaise habitude. Face à l'urgence climatique, notre pays se hâte lentement... en multipliant des projets controversés. Aux quatre coins du territoire, l'asphalte coule à flot pour le plus grand plaisir du lobby routier. Bretelles, contournements, élargissements, doubléments, désenclavements, sécurisation... sont quelques-unes des justifications avancées pour amorcer une relance discrète mais certaine du programme routier et autoroutier.

Si la politique est affaire de symboles, le gouvernement aurait pu trouver mieux pour démontrer son ardeur écologique que de promouvoir l'implantation d'un nouveau circuit de Formule1 en Ile-de-France. En pleine crise du modèle automobile et à rebours des aspirations des Français, la construction de cette infrastructure de prestige serait une aberration totale.

La liste des projets climaticides, loin d'être exhaustive, illustre néanmoins un état d'esprit et une façon de faire où la parole publique est rarement en adéquation avec l'action politique. Nouvel EPR en Basse et Haute-Normandie, aéroport international à Notre-Dame des Landes, mine de charbon dans la Nièvre, etc.



rèvent l'incohérence de celles et ceux qui nous représenteront officiellement au Sommet de Copenhague du 7 au 18 décembre prochain.

Pour lutter efficacement contre le dérèglement climatique, les pays industrialisés doivent s'engager collectivement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici à 2020 par rapport à 1990. Pour atteindre cet objectif, seule la mobilisation citoyenne contre les projets anachroniques et irresponsables permettra d'obtenir que les actes s'accordent enfin aux discours.

URGENT
Agissez avant
le 31 décembre 2009

en envoyant les cartes postales ci-jointes
au Président de la République et au Ministre de l'Écologie

AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT :

2, rue du Nord • 75018 Paris • Tél 01 40 31 02 37 • Courriel : contact@agirpourenvironnement.org /

Site internet : www.agirpourenvironnement.org

Mille mercis à Red ! et Roulès pour leurs illustrations / Maquette : Communication visuelle > 05 49 07 87 84

Cette plaquette est imprimée à 150 000 exemplaires sur papier recyclé par Presse Pluriel (19, rue Frédéric Lemaître - 75020 Paris) - N°ISSN : 1624-7612

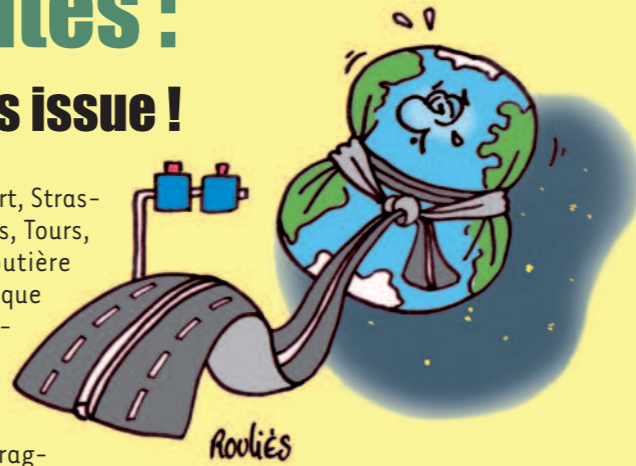
> Les demandes et les cibles

La délégation française qui se rendra au sommet onusien sur le climat de Copenhague en fin d'année ne pourra faire l'économie de la cohérence. Face à toutes celles et ceux qui tenteront de remettre au lendemain ce que nous aurions dû faire hier, le double-discours institutionnel visant à parler fort et agir peu sera rapidement illégitime et inaudible. L'urgence climatique nous appelle au sens des responsabilités. A ce titre, nous demandons au Chef de l'Etat et au Ministre de l'Ecologie :

- > D'œuvrer en faveur d'un accord international sur le climat mettant un terme à la croissance des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici à 2015 avant de les faire décroître d'au moins 40% d'ici 2020 par rapport à 1990;
- > D'agir en faveur d'un accord de Copenhague équitable à l'endroit des pays du Sud en organisant un véritable transfert de technologies tout en mobilisant les ressources et moyens financiers (110 milliards d'euros par an) aptes à répondre à la crise climatique annoncée ;
- > De stopper tous les projets climaticides et énergivores actuellement à l'étude en France, notamment :
 - le doublement de l'A9b à proximité de Montpellier, le projet de contournement autoroutier de l'agglomération tourangelle, la privatisation et l'élargissement de la RCEA entre Mâcon et la façade atlantique, la construction de la rocade autoroutière nord de Grenoble, l'A831 entre Rochefort et Fontenay le Comte, l'A65 entre Pau et Langon, l'A45 entre Lyon et Saint-Etienne, la mise à 2x2 voies de la RN88 en Lozère, le grand contournement ouest de Strasbourg, la mise en concession autoroutière de la RN126 entre Castres et Toulouse et de la RN154 entre Orléans et Rouen, l'A32 entre le Luxembourg et Toul... ;
 - le circuit de Formule 1 prévu en banlieue parisienne ;
 - la construction du réacteur nucléaire EPR à Flamanville et sa ligne à très haute tension, la construction d'un deuxième réacteur EPR à Penly
 - l'aéroport du grand Ouest Notre-Dame des Landes ;
 - la mine de charbon prévue dans la Nièvre ;
 - le terminal charbonnier à Cherbourg.

Autoroutes : une voie sans issue !

A Montpellier, Pau, Rochefort, Strasbourg, Mâcon, Lyon, Castres, Tours, Toul... la pieuvre autoroutière tisse sa toile. Pourtant, chaque nouvelle autoroute pose systématiquement les mêmes problèmes : une bande de bitume de plusieurs dizaines de mètres de large fragmente les milieux écologiques et limite ainsi le brassage des espèces. Chaque année, ce sont 60 000 hectares de terre qui disparaissent sous le bitume ! Les autoroutes asphyxient les zones périphériques et rurales qu'elles transpercent sans les desservir et qui se résument à de vagues lieux de passage exposés aux bruits et polluants de toute sorte. Ces nouvelles artères (ou hub) sont une invitation à de nouveaux flux de circulation motorisés et constituent donc une incitation à émettre des émissions de gaz à effet de serre supplémentaires. De plus, la possibilité offerte aux automobilistes d'accroître leur vitesse a un coût énergétique direct. Le fait, par exemple, de passer d'une vitesse de 120 à 130 km/h engendre une hausse de 14 % de sa consommation, l'équivalent de 1 litre de carburant supplémentaire pour 100 km. Pire, en investissant massivement pour ce type d'infrastructures, l'Etat opte durablement pour le transport de marchandises par voie routière, dont le bilan carbone ne cesse d'être décrié. C'est ainsi que depuis 1990, le secteur « transport » a accru ses émissions de CO2 de 26 % ! L'Etat français doit revoir sa copie en publiant un schéma national des infrastructures excluant tout financement en faveur



de la construction de nouvelles autoroutes.

- Route Centre Europe Atlantique : Capen (71)
- A65 Pau-Langon : <http://www.asso-arlp.org/>
- A45 Lyon-Saint Etienne : www.scl-rhone.org
- Rocade autoroutière nord de Grenoble : <http://www.rocade-nord.org/>
- A32 Toul-Luxembourg : Association du Toulouais pour la préservation du cadre de vie
- A831 entre Rochefort et Fontenay le Comte : <http://non-a831.chez-alice.fr/index.htm>
- Autoroute Castes-Toulouse : <http://www.sitego.fr/collectifrn126/>
- Contournement ouest de Strasbourg : <http://www.facebook.com/group.php?gid=32452438885>
- A10bis Contournement de Tours : <http://www.facebook.com/group.php?gid=138122470568&ref=mf>
- Mise en 2x2 voies de la RN88 : Non à la deuxième autoroute – Brugers – 48100 Palhers
- Mise en concession autoroutière de la RN154 entre Orléans et Rouen : http://www.debatpublic.fr/print.html?id=94&type=debats_mo_ouverts

Course automobile... tout a une F1 !

Pour faire face aux crises écologique, économique et sociale que subit l'industrie automobile, certains acteurs politiques, au premier rang desquels le Premier ministre, n'ont rien trouvé de mieux que de promouvoir la construction d'un nouveau circuit de Formule 1 aux portes de Paris. Alors que tout indique que le secteur automobile doit changer de modèle pour rencontrer les attentes des consommateurs, la France opte pour un projet d'infrastructure de pur prestige.

L'un des lieux envisagés pour implanter ce nouveau circuit de F1 est un terrain prévu pour accueillir le plus grand projet d'agriculture biologique d'Ile-de-France sur les communes de Flins et des Mureaux. Pire, ce circuit se situerait sur l'une des principales nappes phréatiques d'Ile de France... !

Alors que les principaux constructeurs automobiles quittent la formule 1, nous demandons que la France abandonne immédiatement ce projet de circuit d'un autre temps et rende ces terres aux agriculteurs.

- Flins sans F1 : <http://www.flinssanscircuitf1.org/>
- Val d'Oise sans F1 : <http://www.valdoisesansf1.org/>

Nucléaire : l'EPReuve de force !

Même dans les scénarios productivistes les moins favorables à la maîtrise de l'énergie, la France est et restera pour longtemps un pays dont les moyens de production dépassent légèrement la consommation électrique moyenne. Pourtant, en favorisant le développement du chauffage électrique (dont l'efficacité énergétique ne dépasse pas 30 %) ainsi que la climatisation en été, la France subit des hausses brutales de sa consommation no-

tamment en fin de journée. Ces pics de consommation obligent la France à recourir à de vieilles centrales fioul et charbon, seules aptes à répondre à cette demande spécifique, faute d'investissement dans les énergies renouvelables. Le bilan carbone du kWh électrique en période de pointe de consommation est évalué à plus de 600 grammes de CO2.

Au lieu de maîtriser l'énergie, développer les énergies renouvelables et lisser les pointes de consommation, la France persiste à investir des sommes abyssales (environ 4 à 5 milliards d'euros par réacteur !) dans des centrales nucléaires EPR, à Flamanville (50) et Penly (76) qui ajouteront de la surproduction à la surproduction sans répondre à la demande de pointe.

Pire, en optant pour des moyens de production ultra-centralisés, la France a collatéralement besoin d'implanter des dizaines de milliers de pylônes supportant plus de 20000 kilomètres de lignes à très haute tension dont les effets sur la santé demeurent mal connus !

Aéroport : il est temps d'atterrir !

Le secteur aéronautique est responsable de plus de 3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Dans les scénarios les plus délirants, certains acteurs économiques n'hésitent pas à imaginer un doublement du trafic aérien d'ici à 2020, faisant abstraction des conséquences d'une raréfaction des ressources pétrolières.

Ces hypothèses ubuesques amènent certains aménageurs à proposer la création de nouvelles infrastructures aéroportuaires afin d'anticiper un trafic en constante augmentation.

C'est ainsi qu'un projet vieux de plusieurs décennies a été remis au goût du jour à Notre-Dame des Landes à proximité de Nantes. Ce projet, outre ses effets directs sur le climat, entraînerait la destruction de 2000 hectares de zone humide, l'expropriation d'une cinquantaine d'agriculteurs ! Des associations ont proposé, à l'occasion du débat public, d'étudier des solutions alternatives au survol de Nantes mais n'ont pas été écoutées !

Début 2008, la construction de cet aéroport a été confirmée malgré le gel, annoncé lors du Grenelle de l'environnement, de toute nouvelle structure aéroportuaire.

Aéroport Notre Dame des Landes : <http://acipa.free.fr>

CLIMAT !
UN COUP DE
PEINTURE VERTE
NE SUFFIT PAS



- EPR : <http://www.stop-epr.org>
- Coordination interrégionale Stop THT : <http://www.stop-tht.org>

Charbon : Mine... de rien ?

Aussi surprenant que cela puisse paraître, la France s'apprête à relancer l'exploitation du charbon en autorisant l'extraction de ce minerai dans le sud du département de la Nièvre. Le gisement, découvert dans les années 1980, alimenterait une centrale électrique de 1000 MW construite pour l'occasion à proximité du site et engloutirait environ 2 millions de tonnes de charbon chaque année ! Au nom d'un mytique « charbon propre » ou d'une non moins mytique « séquestration du carbone » qui ne verrait le jour de façon très hypothétique qu'en 2020/2030, les promoteurs de ce projet tentent d'imposer l'idée selon laquelle le charbon, moyennant quelques contorsions sémantiques, serait compatible avec les engagements climatiques.

Non content de relancer l'exploitation du charbon, le gouvernement français envisage aussi d'autoriser un terminal charbonnier à Cherbourg permettant ainsi d'en importer plusieurs millions de tonnes chaque année, soit l'équivalent de 10 à 11 millions de tonnes de CO2 une fois brûlées dans les centrales britanniques. L'objectif avoué est de prendre des parts de marché à la route traditionnelle du charbon pour redynamiser un secteur économique...

- Terminal charbonnier de Cherbourg : <http://energie-climat.greenpeace.fr/non-au-terminal-charbonnier-de-cherbourg>
- Mine de charbon dans la Nièvre : www.adsn58.fr